

## ÉDITORIAL

Par GRÉGOIRE BISEAU

## Explosive

Il y a un an, le corps d'Aylan échoué sur une plage turque secouait le monde occidental, faisant crépiter cet étrange sous-continent que l'on appelle les réseaux sociaux. On a alors espéré un réveil des opinions publiques et une réponse des gouvernements à la hauteur d'un drame qui laissait nos démocraties au mieux indifférentes. En Europe, seule Angela Merkel a eu le courage d'assumer une politique à la hauteur d'une tragédie dont les mêmes causes (la guerre et la misère) continuent à produire les mêmes effets (l'exode).

La réponse française a été d'une désespérante timidité. En 2015, Paris a accordé la protection à 26 000 demandeurs d'asile. Un chiffre certes en hausse de 20% par rapport à 2014, mais ridicule si on le compare à l'effort allemand (148 000). En février, Bernard Cazeneuve décidait de raser la moitié de la «jungle» de Calais. Les associations l'avaient alors mis en garde: non seulement cela ne dissuadera pas les migrants de venir s'agglutiner, mais elle risquera de rendre la situation explosive. Six mois plus tard, elle l'est. La population de la jungle a doublé. A cause de la promiscuité, les conditions de sécurité et d'hygiène se sont dégradées. Et, à Calais, l'exaspération gagne de plus en plus d'habitants. Pourtant, le gouvernement n'en démord pas: il veut démanteler (par étape) le reste de la jungle. Sans que l'on sache très bien comment. Pourtant, un autre chemin se dessine. De plus en plus de migrants débarquent à Calais non plus pour traverser le Channel, mais pour déposer une demande d'asile. C'est nouveau. Et encourageant: cela signifie qu'ils sont prêts à quitter la jungle pour s'installer ailleurs en France.

Une partie de la solution de Calais réside donc à Paris, où Anne Hidalgo a eu le courage de créer un centre d'hébergement où leurs demandes seront sans doute facilitées. Plutôt que de s'y opposer il y a un an, le gouvernement aurait été inspiré de s'en inspirer. 

# RÉFUGIÉS L'Europe se planque

**Solidarité** Un an après, «l'effet Aylan» s'est estompé. La plupart des pays rechignent à accueillir leur part de réfugiés. Et les accords avec la Turquie sont menacés depuis la tentative de putsch.

Par AUDE MASSIOT et ESTELLE PATTÉE

Il y a un an, la photo du petit Aylan, 3 ans, retrouvé mort noyé sur une plage de Bodrum en Turquie, faisait le tour du monde. Le cliché donnait raison à la chancelière allemande, Angela Merkel, qui déclarait de façon prémonitoire deux jours plus tôt: «L'Europe est dans une situation indigne de l'Europe.» Malgré l'indignation suscitée par cette photo et l'élan de solidarité initié par l'Allemagne, les Etats membres restent profondément divisés sur la politique à adopter face à l'afflux de réfugiés. Résultat, la plupart

des mesures mises en place depuis un an ont un goût d'échec. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 4176 personnes ont disparu en Méditerranée depuis la mort d'Aylan.

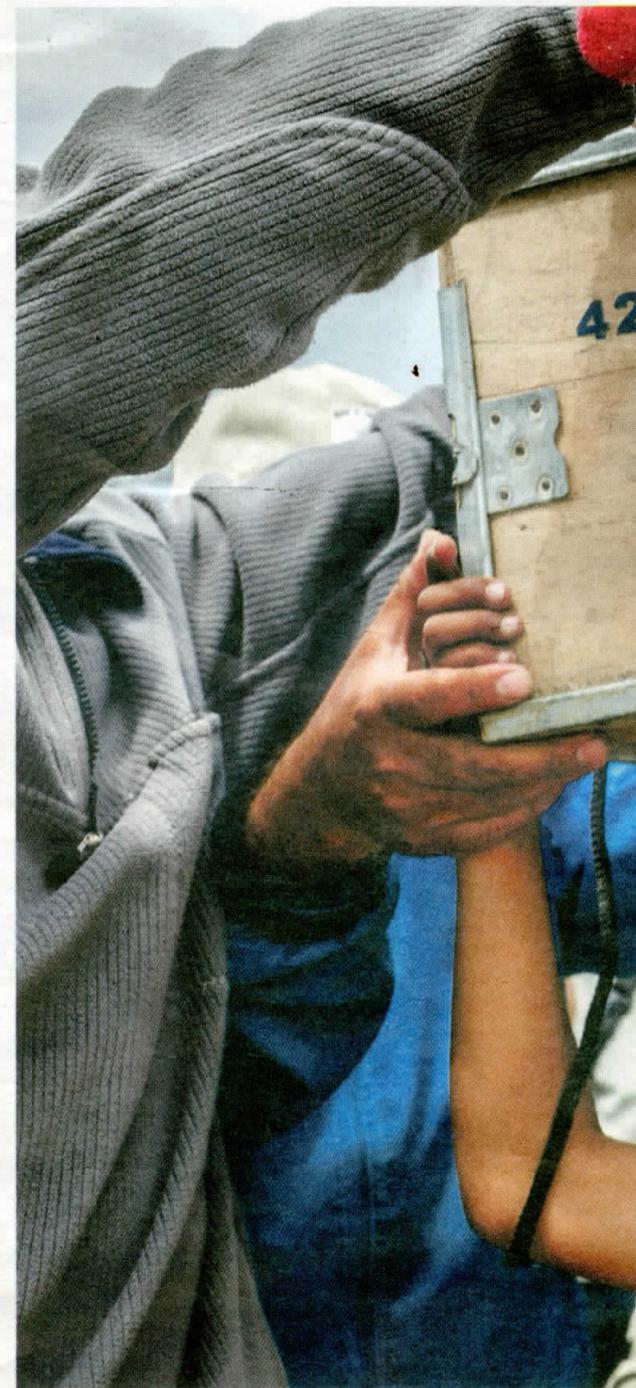
L'accord sur la répartition des réfugiés, adopté à une large majorité par l'Union européenne, le 22 septembre 2015, est loin d'avoir atteint ses objectifs. Seuls 4 473 réfugiés ont été relocalisés sur les 160 000 prévus d'ici septembre 2017, selon les derniers chiffres de l'UE. «Tous les Etats ne jouent pas le jeu», explique François Pascalau, spécialiste des questions migratoires à l'Institut Jacques-Delors. *La Slovaquie et la Hongrie, entre autres, n'ont relocalisé aucun réfugié.* Les deux pays

ont attaqué ce mécanisme devant la justice européenne.

**UN SYRIEN POUR UN RÉFUGIÉ**

Le deuxième accord controversé entre l'UE et la Turquie, adopté le 18 mars, a provoqué la fermeture de la route des Balkans. Il stipule que tous les nouveaux migrants qui atteignent la Grèce depuis la Turquie doivent être renvoyés. En échange, les Etats membres s'engagent à reprendre un Syrien pour un réfugié renvoyé en Turquie. L'UE promettait également une enveloppe de 3 milliards d'euros pour aider la Turquie à financer l'accueil des Syriens et une libéralisation des visas pour les Turcs. Ce deal a eu l'effet escompté: le nombre d'arrivées en Grèce a chuté de 67 000 en janvier à 3 437 en août, selon le HCR. Mais la tentative de coup d'Etat avorté mi-juillet en Turquie et les purges qui ont suivi ont changé la donne. Si l'UE a en grande partie tenu son engagement financier (2,2 milliards ont bien été versés), elle rechigne à assouplir sa politique de visa. Et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, menace de mettre fin à l'accord.

D'autres mesures font polémique. Dans le cadre de la révision du règlement de Dublin, qui prévoit que les demandes d'asile soient enregistrées dans le pays d'arrivée, la Commission a proposé en mai d'instaurer «une contribution de solidarité» pour tout pays refusant la répartition automatique des demandeurs d'asile dans l'UE. L'amende **Suite page 20**



Aylan, 3 ans, retrouvé noyé sur la plage de Bodrum, en Turquie, il y a tout juste un an.

PHOTO AFP





Sur la route des réfugiés en Grèce, en mai 2016.

PHOTO JEF BAECKER.  
HANS LUCAS

commerces informels, l'Etat a été débouté au tribunal administratif de sa demande de supprimer les autres. Mais Cazeneuve ne veut pas s'avouer vaincu: il a saisi le Conseil d'Etat.

### Pourquoi les exilés n'ont-ils jamais été aussi nombreux ?

Selon les associations, il y a entre 40 et 80 arrivées par jour à Calais. Et très peu de départs. La ville doit faire face à des effets pervers: les CAO commencent à manquer de places, d'où l'annonce par Cazeneuve de la création de 2000 places supplémentaires (en plus de 6000 nouvelles en centres d'accueil pour demandeurs d'asile, Cada). Depuis des mois, on voit, les veilles de départ des bus vers les CAO, des migrants dormir à même le sol, rue des Mouettes, pour être sûrs de partir. «Mardi, il y avait 44 places pour 200 personnes qui souhaitaient partir», raconte Maya Konforti, de l'Auberge des migrants. Certains qui souhaitent demander l'asile en France montent à Calais juste pour trouver un abri. «Ici, il y a à peu près une tente, une couverture et un repas par jour et par personne, soupire François Guennoc, également membre de l'association. C'est mieux qu'un trottoir à Paris.» Certains viennent demander l'asile depuis Calais car la réponse y est réputée plus rapide. Elle l'était encore, il y a quelques mois: l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) faisait un effort pour vider la jungle mais les services sont à présent débordés.

Ensuite, la ville reste attractive: contrairement à ce qu'affirme Cazeneuve, on continue à passer en Angleterre depuis Calais. «Ça coûte 2000 à 8000 euros avec un passeur», explique François Guennoc. Le chiffre est monté aussi parce que Grande-Synthe est fermé aux nouveaux arrivants «non vulnérables», et que d'autres camps de la région, Chocques et Steenvoorde, ont été évacués. Enfin, il y a toujours des gens qui ne visent que l'Angleterre parce que leur famille y vit ou parce qu'ils parlent anglais. Entre un tiers et la moitié des exilés de Calais selon les associations.

# A Calais, loin de réduire, la jungle empire

**Alors que le ministre de l'Intérieur veut raser la partie nord de la zone après avoir détruit le sud, l'afflux de réfugiés n'y a jamais été aussi fort, exacerbant encore davantage les tensions.**

Il y a entre 6900 et 9100 à Calais, selon que le gouvernement les compte ou les associations. Les migrants qui tentent de passer la Manche n'ont jamais été aussi nombreux à Calais. Lundi,

une alliance hétéroclite entre des patrons-routiers, des agriculteurs, des syndicalistes CGT va bloquer l'autoroute pour exiger une date du démantèlement de la «jungle».

### Comment Cazeneuve veut-il résoudre la situation ?

Tout en ne remettant jamais en cause l'essentiel – la présence de la frontière à Calais et non à Douvres, au Royaume-Uni, et son étanchéité

renforcée avec les 100 millions d'euros de barrières et de caméras offerts par les Britanniques –, Bernard Cazeneuve veut faire baisser le nombre de migrants à Calais et le fait savoir.

D'abord en mettant l'accent sur la lutte contre les passeurs (28 «filières» démantelées depuis le début de l'année, selon Beauvau), une lutte sans fin, puisqu'un simple migrant peut très vite remplacer celui arrêté. Ensuite, en utilisant envers les exilés la manière forte et la douce, cette dernière consistant à convaincre les migrants de demander l'asile en France et de quitter la jungle. Trois jours par semaine, des bus partent dans toute la

France vers les centres d'accueil et d'orientation (CAO) pour se poser, puis demander l'asile. Le système a des ratés – certains, à qui on avait promis qu'ils ne seraient pas expulsés l'ont été –, mais il commence à avoir du succès. Selon l'Etat, près de 3000 migrants ont quitté Calais pour les CAO depuis près d'un an. Il y a aussi les voies légales: une soixantaine de mineurs ont réussi à rejoindre leur famille outre-Manche, une nouveauté depuis cet hiver, initiée par des avocats français et britanniques et appuyée par l'Etat. Et puis il y a la manière forte: supprimer les abris. Fin février, le sud de la jungle a été détruit avec bulldozers et CRS. Une partie des migrants a été logée dans le centre d'accueil provisoire, le camp de conteneurs blancs construit par l'Etat – 1500 places – ou partie en CAO. L'autre est allée grossir la zone nord. Mais cette perspective, loin de dé-

courager, n'a pas empêché la population de grimper. Laquelle a gonflé de 1000 personnes par mois, puis de 2000 par mois en juillet et en août, selon l'association l'Auberge des migrants. La manière forte, c'est aussi supprimer leurs lieux de vie, toutes les boutiques et les restaurants, en mettant en avant le fait qu'ils sont illégaux. Après avoir fait fermer une soixantaine de



### Pourquoi les Calaisiens en ont-ils marre ?

A Calais, le vote FN s'est envolé – il a frôlé les 45% au second tour des régionales de décembre – et l'exaspération monte contre les dangereux barrages la nuit sur la rocade (lire page 21). Des paysans voient leurs arbres coupés, des chauffeurs de poids lourds angoissent d'être caillassés, des salariés du port réclament une cellule d'écoute. L'Etat et les Britanniques en prennent aussi pour leur grade: «Qu'on ouvre la frontière et qu'on laisse les Anglais se débrouiller», entend-on souvent. Frédéric Van Gansbeke, à la tête de la Fédération des commerces du Calais, réclame de la solidarité: «Que chaque région prenne sa part plutôt que d'en laisser 10000 à Calais. [...] Mais on s'en fout de Calais, n'est-ce pas? Dans la tête de nos politiques, ce sont les pauvres gens, les sans-dents.»

**HAYDÉE SABÉRIAN**  
Correspondante à Lille